

# 9<sup>ème</sup> Journée REFERENCEs :

## Actualités économiques et compétitivité des établissements équestres

### Synthèse des interventions

Par : **OESC-Ifce**



© M. Renault, Ifce

En 2016, la journée dédiée à la connaissance économique de la filière équine s'est intéressée particulièrement à la compétitivité des établissements équestres et a éclairé des questions d'actualités sur la conjoncture et les marchés en filière équine. Tour d'horizon.

### **Des activités équestres toujours en recul en 2015, mais quelques signes d'amélioration se profilent en élevage et la filière équine française est plutôt moins en recul qu'ailleurs**

Selon l'INSEE, 2015 est l'«année de la reprise» en France, avec le retour d'une croissance modeste. Pourtant, l'élevage de chevaux continue de décroître (48 600 naissances, -3%). Mais certaines productions repartent à la hausse (Pur Sang +7%, Arabe +4% et Selle français +2%). Depuis 2010, la production française a reculé de l'ordre de 20% mais la baisse de production de chevaux de courses et de sport est nettement moins marquée qu'à l'international.

La consommation de «produits équestres» est toujours en recul en France en 2015. Les enjeux misés sur les courses hippiques régressent à nouveau, et pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive (-2%) de même que le nombre de cavaliers licenciés à la Fédération française d'équitation (-2%). Depuis 2010, le recul des activités équestres s'observe également dans les principales filières équestres étrangères. La consommation de viande chevaline diminue également, plutôt plus en France qu'en Europe, en particulier en 2015 (-10%).

*Présenté par Pascale Heydemann et Xavier Dornier, Ifce*

## **Les loisirs, très plébiscités par les français comme vecteurs de partage et créateurs de lien social, y compris par l'usage d'Internet**

Une enquête menée par le PMU en 2015 auprès de 1000 adultes français informe sur la manière dont les français consomment les loisirs.

Quasiment tous les français pratiquent au moins un loisir, principalement les sorties (cinéma, restaurants...), les jeux (hors et sur internet) et le sport. Si le sport concerne 7 français sur 10, les 2/3 des français déclarent aussi jouer sur leur tablette ou smartphone.

Les loisirs sont associés au partage et sont créateurs de lien social : les 2/3 des français préfèrent pratiquer leurs activités de loisir avec d'autres personnes, notamment pour plus de convivialité, pour renforcer des liens ou pour en créer, par exemple pour rencontrer d'autres personnes qui partagent la même passion.

Les loisirs sont une affaire de famille : 70% des Français aiment pratiquer leurs loisirs en famille, en particulier avec les enfants, pour reproduire avec eux des pratiques d'enfance. Les loisirs sont aussi une occasion de transmettre du savoir.

L'usage d'Internet pour les loisirs concerne plus de 9 français sur 10, particulièrement via les réseaux sociaux et les sites d'achats/vente entre particuliers en ligne. Les contacts pris online débouchent souvent sur des liens amicaux : la moitié des Français sont passés d'un contact virtuel à une rencontre réelle et cela conduit même à des amitiés durables, dans 20% des cas.

*Présenté par Frédéric Bocquet, PMU*

## **La viande chevaline, un marché très internationalisé : la viande consommée en France est actuellement principalement importée, car la production française est mal adaptée à la demande**

Les principaux pôles de consommation dans le monde se situent en Mongolie, au Japon, en Europe, en Islande et en Russie. Le Japon consomme une viande de grande qualité alors que la Russie et l'Islande recherchent une viande bon marché. La Mongolie a la plus forte consommation par habitant et par an, 20 fois supérieure à celle observée en Europe. Le marché de la viande chevaline repose sur de nombreux échanges internationaux. Les Amériques et l'Australie, faibles consommateurs, sont en revanche d'importants producteurs exportateurs. L'Europe importe ainsi leurs viandes, qu'elle réexporte en partie vers le Japon, la Russie ou le Kazakhstan.

En France, La viande chevaline est principalement distribuée en boucherie chevaline (52%, contre 15 à 30% pour les autres viandes) et peu présente en grandes et moyennes surfaces. Le consommateur français préfère la viande rouge d'un cheval adulte à celle, rosée, d'un poulain. Ainsi les jeunes chevaux de trait produits en France ne sont pas adaptés à la demande française et une part importante est exportée en vif vers l'Italie ou l'Espagne. La consommation de viande chevaline en France concerne davantage des chevaux de selle, sous-produit des filières sport-loisir et course, ce qui engendre des difficultés d'approvisionnement en quantité et en qualité. Les grandes et moyennes surfaces, qui organisent des « opérations viande chevaline », ont ainsi besoin d'un approvisionnement ponctuel important et souvent uniquement en bons morceaux. Les opérateurs français étant difficilement en mesure de répondre à ce type de demande, la viande distribuée est donc principalement importée d'Amérique où il existe des grands centres d'engraissement.

*Présenté par Germain Milet, Idele*

## Centres équestres et élevages de chevaux de sport : une rentabilité variable selon les systèmes mais qui reste fragile

Une étude de données économiques d'entreprises a été réalisée par l'IFCE en collaboration avec le centre de gestion Equicer. Les échantillons pour chaque activité ont été constitués de manière à ce que les résultats soient représentatifs.

Les centres équestres affichent un produit moyen de 106 000 €, y compris les plus-values. 55% de ce produit est issu de l'enseignement, et 35% des pensions. Les charges sociales et salariales sont prépondérantes, jusqu'à 57% pour les centres équestres de plus de 3 UTH. Le produit représente 25% de l'EBE (25 000 €). Il sert à couvrir 11 000 € d'annuité et 14 000 € de prélèvements privés annuels par le gérant.

Les élevages de plus de 5 reproducteurs sont installés sur 26ha en moyenne, leur produit est de 95 000 € dont 68 000 € directement liés à l'activité équine. Les  $\frac{3}{4}$  des élevages sont sous cette moyenne. 35% des élevages sont des élevages dits de « passionnés » qui ne recherchent pas de rentabilité (EBE = -16 000 €). Les éleveurs « de métier » atteignent un ratio EBE/P de 30%, ils assurent leur revenu en développant les prestations de service. Les plus grosses exploitations ont un EBE/P de 20%, l'activité équine étant un atelier de diversification.

*Présenté par Sandrine van Hauwaert - IFCE, Olivier Deveaux - Equicer*

## Détailler le prix de revient d'un cheval : un outil de gestion indispensable en écuries de courses

Equicer propose une étude des coûts de revient en 2013 et 2014 menée sur un échantillon d'entraîneurs de chevaux de course.

Au galop, la structure moyenne étudiée est une société qui fonctionne avec 9 ETP sur 4 ha en location. L'effectif est stable, avec 32 chevaux. Le quart des structures ayant le prix de revient le plus élevé a diminué son effectif de 7 chevaux. Le coût de revient journalier par cheval est de 40 € soit un coût annuel d'environ 15 000 €. Le poste aliment a baissé de 8%, suivant les cours des céréales, mais représente 12 % du prix de revient. La masse salariale correspond à 49% de ce prix. Le coût annuel d'un cheval est d'environ 15 000 €.

Au trot, la structure moyenne est une entreprise individuelle installée sur 24 ha en propriété pour 2.5 ETP. L'effectif moyen est de 25 chevaux. Le coût de revient journalier par cheval est de 22 € soit un coût annuel proche de 9 000 €. L'alimentation représente 10 % du prix de revient, et la masse salariale 17%.

Le suivi de leurs coûts de revient permet aux entraîneurs de faire évoluer leurs tarifs. Equicer constate en moyenne une augmentation des prix de revient de 3 à 4 % par an.

*Présenté par Olivier Deveaux - Equicer*

## En Languedoc-Roussillon, des jeunes diplômés du BPJEPS Activités équestres s'installent rapidement à leur compte et augmentent la concurrence entre établissements équestres.

1 à 5 ans après l'obtention de leur diplôme (base de 59 répondants), 6 diplômés du BPJEPS Activités équestres en Languedoc-Roussillon sur 10 travaillent en tant qu'enseignant d'activités équestres. La moitié d'entre eux s'installent à leur compte (chef d'entreprise, auto-entrepreneur). Dans les 5 ans à venir, 1/4 envisagent de changer de métier ou de filière (faible niveau de rémunération, mauvaise conjoncture, réalités du métier).

Côté employeur, la croissance fulgurante du nombre d'établissements équestres depuis ces trois dernières années (+23%) impacte la fréquentation régulière de chaque structure (57 licenciés/structure fédérale en 2015). Dans ce contexte, le besoin en main d'œuvre en terme d'enseignants est plus faible que le nombre de diplômés qui arrivent sur le marché du travail chaque année (45 pour 120).

Pour conforter l'insertion des diplômés, les acteurs de la formation doivent réguler l'effectif de nouveaux enseignants diplômés en fonction des besoins, en améliorant la sélection et la formation/sensibilisation des candidats à l'exercice du métier.

*Présenté par Carole Troy, Ifce-Equi-ressources*

## Thématique : Améliorer la compétitivité des établissements équestres

### Coûts de production, savoir le calculer, pouvoir le comparer, parvenir à l'optimiser : méthode de calcul et premiers résultats.

Un nouvel outil est disponible pour calculer le coût de production d'une heure d'équitation, le comparer à ses tarifs de prestation et identifier des leviers techniques pour améliorer sa rentabilité.

Face à un contexte économique de plus en plus tendu, les établissements équestres peuvent maintenant disposer d'un outil de pilotage par les coûts de production. Cette méthode, qui existe déjà pour les ruminants, a été finalisée en 2014 pour les équins. Elle nécessite une formation et un accompagnement par un conseiller, afin d'optimiser la précision des données et l'analyse des résultats. L'unité retenue est l'heure d'équitation vendue. L'outil permet de mettre en avant les leviers disponibles pour augmenter le bénéfice par heure d'équitation. Une batterie d'indicateurs est disponible mais les bornes restent à construire.

Une synthèse des 25 coûts de production de 25 centres équestres a été réalisée fin 2014/début 2015 par les Chambres d'Agriculture de Midi Pyrénées. Les résultats sont très variables, mais la méthode a permis d'identifier des indicateurs d'analyse du fonctionnement des structures. Elle a également permis de tester une démarche de conseils afin de mettre en évidence les marges de progrès pour améliorer le revenu.

En 2015/2016, une dizaine de formations a accueilli 70 stagiaires qui ont pu connaître la rentabilité de leur entreprise et se comparer entre eux. Si les résultats sont très hétérogènes, une sous-utilisation de la cavalerie a été mise en évidence. La masse salariale reste un poste-clé, mais des interrogations ont été soulevées sur l'alimentation, les frais de maréchalerie, vétérinaires...L'importance de bien tarifier ses prestations est mise en avant.

Le déploiement de l'outil doit se poursuivre pour consolider la méthode, identifier des systèmes performants et en diffuser les bonnes pratiques.

*Présenté par Sophie Boyer – Idele et Nathalie Ragot, Chambre d'agriculture du Lot*

## **Rentabilité des ateliers cheval et poney au sein d'un centre équestre : l'analyse fine des coûts de production montre l'intérêt de s'y intéresser ! Témoignages de 2 dirigeants.**

1. Alexandre dirige un centre équestre périurbain proposant des activités d'enseignement à cheval et à poney (210 licenciés), mais aussi de la pension et valorisation de chevaux de sport. Il détient 31 équidés sur 14 HA de SAU, pour 2,5 unités de main d'œuvre. Il souhaite faire le point sur les coûts de production de ces 2 ateliers car il s'interroge sur l'opportunité de se concentrer sur l'activité poney et de ralentir l'activité cheval, pour favoriser l'atelier valorisation de chevaux de sport.

La mise en œuvre de la méthode des coûts de production met en évidence que l'activité cheval est bien plus rémunératrice que l'activité poney. L'atelier cheval enregistre en effet environ 4500€ de charges/cheval pour 5500€ de produits dégagés. En revanche, avec plus de 3500€ de charges par poney contre 3000€ de produits dégagés, l'atelier poney manque de rentabilité.

L'analyse révèle que la cavalerie de 22 poneys est très élevée face aux besoins, certains poneys travaillant moins de 2H par semaine. Des leviers sont identifiés : adapter la cavalerie à l'activité (soit augmenter le nombre d'heures vendues par poney, soit diminuer la cavalerie) mais aussi accroître la valorisation des 14ha de SAU.

2. Laurence co-dirige une exploitation agricole sur 116HA en milieu rural, au sein de laquelle une activité de centre équestre a été développée depuis 5 ans, gérée par 2,7 unités de main d'œuvre. Elle propose de l'enseignement de l'équitation et des pensions, mais aussi de l'hébergement de chevaux retraités. Laurence souhaite progresser dans la gestion de la structure, en faisant le point sur la rentabilité de l'atelier équin au sein de l'exploitation agricole.

Les résultats de l'analyse des coûts de production soulignent la bonne conduite, simple et économe, de l'atelier équin : paille et orge sont par exemple produits par l'exploitation. L'atelier équin est globalement à l'équilibre mais cela masque une grande disparité entre les ateliers cheval et poney. En cheval, le poids des chevaux retraités inactifs pris en charge par la structure est très élevé : l'atelier cheval enregistre près de 4500€ de charges par cheval, pour seulement 2000€ de produits dégagés.

Cette analyse conduit à revoir l'organisation, avec la création d'une association chargée de gérer les chevaux en retraite, dont les coûts d'entretien seront reversés au centre équestre. Pour permettre un suivi ultérieur de ses coûts de production, Laurence mettra également en place un outil d'enregistrement précis de l'activité de chaque équidé présent.

*Par Alexandre Ribes (dirigeant) et Guillaume Mathieu (Chambre d'agriculture de la Corrèze)  
Laurence Lecherf (dirigeante) et Elisabeth Castellan (Chambre d'agriculture Nord Pas de Calais)*

**Les contenus intégraux des présentations seront prochainement disponibles sur <http://www.ifce.fr/ifce/connaissances/statistiques-et-donnees>**

**Toutes les vidéos des interventions seront également bientôt disponibles sur Equivod !**



Le **Réseau Économique de la Filière Équine (REFerences)** a pour objectif d'améliorer la connaissance économique de la filière équine et de fournir aux acteurs de la filière des informations nécessaires à son développement.

Dans ce cadre, depuis 2006, l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), l'Institut de l'Élevage, la Fédération des Conseils des Chevaux et/ou des Equidés (FCC) et l'Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture (APCA) ont associé leurs compétences. Les actions menées concernent toutes les entreprises et activités liées aux équidés, l'emploi et l'occupation du territoire qui en découlent. Les résultats sont synthétisés et diffusés à la filière sous forme de publications (régionales, nationales, annuaire ECUS, dépliants chiffres-clés, articles et fiches) ou dans le cadre de journées thématiques. Les actions du réseau sont financièrement soutenues par le Fonds EPERON.